

DÉBATS & OPINIONS

Un pas de plus vers une politique durable

bert



ons  
ise

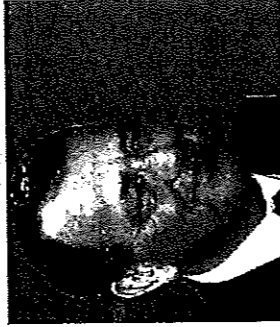
le système belge, la sociale est l'apanage organisations syndicales et les accords par la signature d'au d'entre elles. Ils ont imension juridique et t, avec la législation, la source du droit social des conventions col- torielles ou d'entre-

peut accompagner  
tr au cours d'une dé-  
négoctation?

usqu'à son terme, des ces sont nécessaires dans les domaines de financière, de l'organi- travail, du droit, de la n, de la communica- rme et externe -, de la s ressources humaines onctuellement et sé- s simultanément. rses qui ne disposent rne d'une ou plusieurs pétenances peuvent faire s intervenants exté- rieurs dont leur fédéra- tion profes- sionnelle pa- tronale sectorielle lors qu'elle propose ce type de service ou encore, leur secrétaire so- nels, les cabi- nels d'avocats, des consul- tants indépen- tantage de recourir à sa professionnelle réside , dans le fait que pour eurs affiliés, ce service et d'autre part, dans le tant régulièrement s aux mêmes problé- dans le même type ement, leurs spécialis- : expertise particulière. t, et c'est également le des représentants du externes à l'entreprise, l'est pas nul de voir les ompliquer de connota- logiques.

itame un processus de  
ion sociale. Faut-il  
tout de suite?

ns de négociation so-



Theo Rombouts

Président du Conseil fédéral du développement durable

Dans quelques semaines, la communauté internationale se réunira à Copenhague pour négocier la politique climatique, et ce dans le prolongement du protocole de Kyoto. Le succès de la conférence dépend, dans une large mesure, de la volonté des pays industrialisés - et donc aussi de la Belgique - de mettre bon ordre à la situation chez eux. En premier lieu, nous devons poursuivre nos efforts pour réduire nos propres émissions de gaz à effet de serre et assurer des modes de production et de consommation plus durables. Et aussi répondre à la demande de soutien financier et technologique des pays en développement, dans le cadre de leur lutte contre le réchauffement de la planète et de leur politique de développement durable.

Au cours de la phase préparatoire qui précède la conférence de Copenhague, nous devons hélas constater qu'il existe des points de divergence sur la politique climatique tant dans notre pays que dans l'Union européenne et au niveau mondial, et que l'on ne parvient pas suffisamment à unir les forces, à conclure des engagements concrets et chiffrés et à mobiliser les moyens nécessaires. Pour tant, ces moyens étaient bel et bien disponibles pour conjurer la crise financière et pour relancer l'économie.

L'Union européenne part du principe que les pays en développement ont besoin de 100 milliards d'euros d'ici 2020 pour lutter contre les changements climatiques. C'est une somme colossale, mais qui n'est rien à côté des 8400 milliards d'euros qu'a

coûtés jusqu'ici la crise économique et financière, selon le FMI...

TROP MONDIAL

La crise climatique est-elle moins importante que la crise économique et financière? Non. Si le réchauffement de la planète dépasse les limites, les coûts sociaux n'en seront que plus élevés. Toutefois, le problème du changement climatique est un problème «dont nous n'avons rien à faire»: il est trop mondial, ses enjeux sont fixés à trop long terme. L'horizon politique dépasse rarement les législatures de quatre ou cinq ans et la politique de relance de l'année passée a une fois de plus montré clairement que les intérêts nationaux l'emportent parfois sur les priorités internationales. Le problème de la politique climatique est un phénomène que le monde des assurances connaît sous le nom de «moral hazard»: les individus prennent plus de risques lorsqu'ils ne doivent pas faire les frais des éventuels effets néfastes. Ce phénomène de «moral ha-



La croissance est nécessaire, mais elle doit être un moyen de créer le bien-être et n'est pas une fin en soi.

zard» a été décisif dans l'effondrement du secteur financier et il met de plus en plus notre climat à l'épreuve. Il ne sera pas demandé aux responsables politiques d'aujourd'hui de rendre des comptes car quand les choses tourneront mal, ils ne seront plus au pouvoir. Et les acteurs sociaux - qu'il s'agisse des producteurs ou des consommateurs - peuvent se permettre d'adopter un comportement à risque en exploitant des activités dont les émissions de gaz à effet de serre sont trop élevées, car aujourd'hui, ils ne doivent même pas en payer les conséquences (ou seulement dans une moindre mesure). Ce sont les générations futures qui trinquent, et d'abord celles des pays pauvres.

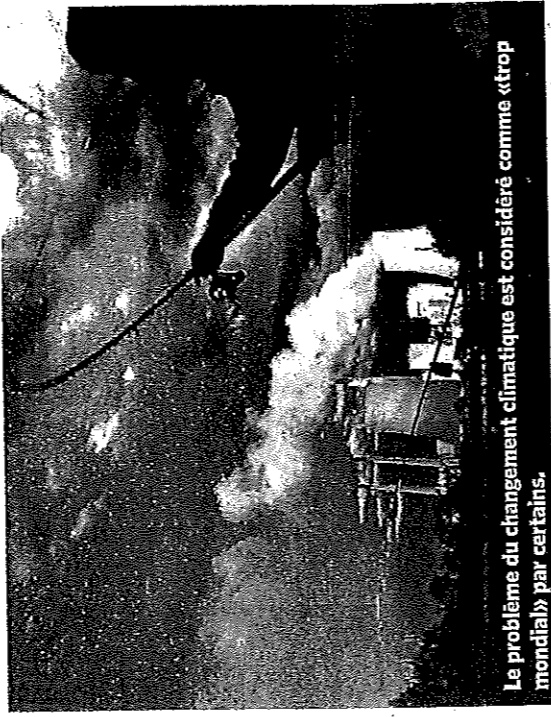
CRÉER LE BIEN-ÊTRE

Tout portait à croire que la crise financière, en tant que produit d'une logique à court terme très

poussée, stimulerait la prise de conscience que notre société a besoin d'une réflexion à plus long terme. Mais entre-temps, certains sont passés au «business as usual», avec son absolutisation du bénéfice et de la croissance.

Notez que la croissance est nécessaire, mais elle doit être un moyen de créer le bien-être et n'est pas une fin en soi. La question est de savoir quel type de croissance nous visons en tant que société. Voulons-nous produire sans cesse plus de biens et de services, sans nous demander de quoi il s'agit exactement et à quel prix? C'est alors que nous nous heurtons aux limites physiques et sociales du système, inévitables à long terme.

Les ressources de la planète sont limitées, et ses sources d'énergie et de matières premières ne sont pas inépuisables. C'est pour quoi la croissance pure et simple n'est pas la réponse appropriée à la crise économique et financière. En empruntant aujourd'hui la mauvaise voie de la croissance,



Le problème du changement climatique est considéré comme «trop mondial» par certains.

© Reuters

acteurs, et qui veut relever le défi à court terme de la crise par une politique intégrée et durable, s'agit d'une politique qui part d'une économie pauvre en carbone qui réagit de façon drastique les émissions de gaz à effet de serre, utilise avec parcimonie l'énergie et les matières premières et est attentive aux impacts sociaux de notre production et de notre consommation. Autrement dit, une politique qui intègre effectivement les trois dimensions du développement durable. Nous devons prendre soin de notre capital économique, social et environnemental afin de rester compétitifs dans le monde de demain.

Au Conseil fédéral du développement durable, nous sommes convaincus qu'un débat social et politique s'impose plus que jamais sur ce «new deal». C'est pourquoi nous avons placé notre forum annuel 2009 sous le signe de ce thème actuel, décrit comme un «sustainable new deal», afin de montrer clairement qu'outre les dimensions économique et écologique, la dimension sociale doit aussi être prise en compte.

L'objectif du forum est de rendre le thème un peu plus concret et de formuler des propositions politiques. Comment pouvons-nous évoluer d'une politique d'urgence vers une reconstruction de l'économie dans un sens durable? Que pouvons-nous réaliser dans notre pays, et quel rôle peuvent assumer les autorités, les organisations sociales et les citoyens? La politique de relance menée jusqu'à présent a mis en effet l'accent à plusieurs reprises sur le dé-

veloppement durable, mais il n'est pas encore question d'une approche intégrée. Une association avec la politique climatique n'a pas lieu, il n'existe toujours pas de véritable «Plan national climats» et les mesures climatiques restreintes d'aujourd'hui ne nous permettent pas de réaliser nos objectifs de Kyoto - comme la Cour des Comptes l'a encore signalé récemment. C'est pourquoi nous devons avoir le courage de faire un pas de plus, dans la politique d'efficacité énergétique, dans le domaine des transports et du logement, dans le développement de la production d'énergie renouvelable, pour contribuer à une fiscalité plus durable et à une économie plus écologique.

Une enquête sur l'existence d'une base sociale pour le développement durable, récemment commandée par le conseil, révèle déjà que les faiseurs d'opinion dans notre société sont disposés à œuvrer dans ce sens. Il revient à présent aux politiciens et à tous les acteurs de la société de prendre ce signal au sérieux. ■

Le Forum du CFDD «Un Sustainable New Deal pour la Belgique» aura lieu à Bruxelles le 16 novembre. Voir www.cfdd.be

Écrivez-nous

Vous souhaitez réagir? Un sujet d'actualité vous interpelle? N'hésitez pas à nous faire part de votre opinion. Envoyez-nous vos textes (5 000 signes maximum) par courrier électronique à l'adresse : debats@l'echo.be